

Un premier projet de captage et de stockage de carbone se prépare à Grandpuits



© malp

Deux sociétés étrangères comptent implanter le premier complexe de captage et de stockage de carbone (CCS) sur le territoire français. Le 19 août, l'entreprise américaine RepAir Carbon, spécialisée dans la capture du fameux gaz dans l'air, et la société néerlandais C-Questra, portée sur son stockage, ont annoncé s'associer dans ce but.

La préfecture de la Seine-et-Marne a confirmé à *Actu-Environnement* que la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (Drieat) et le ministère de l'Économie avaient bien été sollicités pour l'octroi d'un permis exclusif de recherche en ce sens par C-Questra. Ce permis, demandé pour une durée de huit ans, porte sur le stockage géologique d'une superficie de 106 km² dans les

environs de Grandpuits-Bailly-Carrois. La préfecture doit désormais l'instruire et « *en vérifier la recevabilité, (...) le faire rectifier ou compléter le cas échéant et (...) procéder à sa mise en concurrence* ».

Avec ce projet, « *le premier CCS à terre en Europe* », RepAir Carbon et C-Questra comptent sur le stockage souterrain de 100 000 tonnes de dioxyde de carbone (CO₂) captées par an d'ici à 2030, et jusqu'à dix fois plus dès 2035. Les deux partenaires tablent en cela sur la technologie de capture mise au point par RepAir Carbon, qualifiée de bien plus efficace en termes d'énergie. Sans en dévoiler davantage, ils annoncent qu'elle ne consommerait que « *0,6 mégawattheure (MWh) d'électricité par tonne de CO₂ captée, en comparaison des 2,5 MWh de la plupart des autres technologies conventionnelles* ».

Le souterrain prometteur de Grandpuits

Le choix du site n'est évidemment pas anodin. Il s'agit de bénéficier des cavités aquifères salines profondes de la région, longtemps exploitées par l'ancienne raffinerie de TotalEnergies. Celle-ci, voisine de l'usine d'engrais de Borealis, a été arrêtée en 2021 mais a continué ses activités de stockage souterrain de produits pétroliers jusqu'en 2023. Depuis, le Bureau des recherches géologiques et minéralogiques (BRGM) coordonne un projet de recherche cofinancé par l'Union européenne jusqu'en 2026. Celui-ci, baptisé « *Pilot Strategy* » (ou stratégie pilote), étudie justement la faisabilité de stocker du CO₂ sous Grandpuits. Contacté par *Actu-Environnement*, le BRGM considère les résultats intermédiaires du projet comme « *prometteurs quant à la faisabilité d'un site de stockage* » et constate que « *C-Questra s'appuie sur (ces) premiers résultats* ». Cette dernière ne collabore pourtant pas sur le projet Pilot Strategy.

Article publié le 26 août 2024



Félix Gouty, journaliste
Rédacteur spécialisé